



## En 2018, la consommation des ménages ralentit plus fortement que le pouvoir d'achat

**E**n 2018, le revenu disponible des ménages ralentit légèrement en termes réels (+ 1,2 %, après + 1,4 %) : l'accélération du revenu disponible brut en euros courants (+ 2,7 %, après + 2,2 % en 2017) ne compense pas complètement celle des prix (+ 1,5 %, après + 0,8 %). La dépense de consommation ralentit plus nettement : + 0,9 % en volume, après + 1,4 % en 2017 si bien que le taux d'épargne s'accroît de 0,3 point pour s'établir à 14,2 % du revenu disponible brut.

Les consommations de tabac, d'alimentation, de boissons alcoolisées et d'habillement se replient en volume. À l'inverse, l'hébergement-restauration reste très dynamique et les dépenses de transports, tout en décélérant, contribuent positivement à la croissance de la consommation.

Alexandre Bourgeois (division Synthèses des biens et services, Insee)

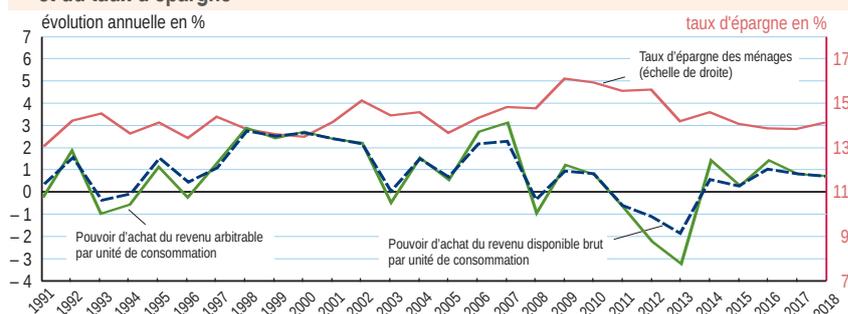
En 2018, en **volume**, la **dépense de consommation des ménages** décélère (+ 0,9 %, après + 1,4 % en 2017 et + 1,8 % en 2016 ; *figures 1 et 2*). Elle contribue pour 0,4 point à la croissance du produit intérieur brut (PIB ; + 1,7 %). Son évolution est nettement inférieure au rythme d'avant-crise (+ 2,4 % en moyenne par an entre 2000 et 2007), mais elle égale le rythme moyen d'après-crise (+ 0,9 % par an de 2008 à 2018). Hormis les achats de téléviseurs, portés par la Coupe du monde de football, les achats de biens durables poursuivent leur ralentissement, tout en restant plus dynamiques que l'ensemble de la

consommation (*figure 3*) : ils représentent 8,4 % de la consommation des ménages et progressent de 1,6 % en volume, après + 3,1 % en 2017 et + 5,9 % en 2016. La **consommation effective des ménages**, incluant les dépenses directement financées par la collectivité, augmente au même rythme que la dépense de consommation des ménages en 2018. En effet, la dépense de **consommation individualisable** des administrations publiques évolue quasiment comme celle des ménages (+ 0,8 %) ; celle des institutions sans but lucratif est plus dynamique (+ 1,3 %), mais son poids est relativement faible.

En valeur, le revenu disponible brut (RDB) des ménages poursuit son accélération (+ 2,7 %, après + 2,2 % en 2017 et + 1,8 % en 2016). Cependant, l'inflation s'accroissant elle aussi (+ 1,5 %, après + 0,8 %), le RDB en termes réels progresse légèrement moins vite qu'en 2017 (+ 1,2 %, après + 1,4 % en 2017). La hausse du pouvoir d'achat des ménages par unité de consommation diminue très légèrement (+ 0,7 %, après + 0,8 % en 2017), mais reste relativement élevée pour la période post-crise (+ 0,1 % en moyenne par an depuis 2008, contre + 1,7 % entre 2000 et 2007). Une fois déduites les **dépenses pré-engagées**, le pouvoir d'achat du **revenu arbitral** par unité de consommation suit le même rythme (+ 0,7 %, après + 0,8 % en 2017) ; les dépenses pré-engagées évoluent quasiment comme l'ensemble des dépenses, respectivement + 2,2 % en valeur contre + 2,4 %.

En 2018, la dépense de consommation des ménages en valeur augmente moins vite que leur revenu disponible brut (+ 2,4 % contre + 2,7 %). En conséquence, le taux d'épargne s'accroît de 0,3 point, après une stabilité en 2017 ; il s'établit désormais à 14,2 % du revenu,

### 1 Évolutions de la dépense des ménages, du pouvoir d'achat du revenu disponible brut et du taux d'épargne



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 2 Évolutions de la consommation, des prix, du revenu et du taux d'épargne

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	en %
Consommation effective (en volume)	1,9	0,8	0,0	0,7	1,1	1,4	1,8	1,4	0,9	
Dépense de consommation (en volume)	1,8	0,6	-0,5	0,5	0,8	1,5	1,8	1,4	0,9	
Prix de la consommation effective	1,1	1,6	1,2	0,7	0,1	0,2	0,1	0,8	1,2	
Prix de la dépense de consommation	1,2	1,8	1,4	0,6	0,1	0,3	0,2	0,8	1,5	
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté	1,7	0,4	0,1	-0,6	1,4	1,0	1,6	1,4	1,2	
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	1,6	0,1	-0,4	-1,2	1,2	0,8	1,6	1,4	1,2	
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	16,0	15,6	15,6	14,2	14,6	14,1	13,9	13,9	14,2	
Taux d'épargne financière (en % du revenu disponible brut)	6,6	5,9	6,2	4,7	5,2	4,8	4,5	3,8	4,0	

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 3 Dépense de consommation de biens durables

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Poids dans la valeur de la consommation en 2018	en %
Automobiles, dont :	-10,5	-8,1	-2,1	5,5	7,8	4,5	0,5	3,3	
<i>automobiles neuves</i>	-15,1	-9,7	-3,4	4,7	6,7	1,3	-1,3	2,2	
Téléviseurs	-6,8	-13,0	11,9	-3,0	21,8	-16,0	10,1	0,2	
Réfrigérateurs, congélateurs	0,8	-0,6	3,0	3,1	2,2	6,4	0,3	0,1	
Lave-linge	2,7	-8,0	3,7	3,2	4,3	4,4	1,0	0,1	
Meubles	-3,8	-3,9	-0,7	3,5	5,4	2,6	-0,4	1,2	
Autres biens durables*	2,0	4,0	4,3	4,6	3,7	2,8	3,1	3,4	
<b>Ensemble des biens durables</b>	<b>-4,1</b>	<b>-2,5</b>	<b>1,4</b>	<b>4,6</b>	<b>5,9</b>	<b>3,1</b>	<b>1,6</b>	<b>8,4</b>	

\* Matériel téléphonique, lecteurs de DVD, lave-vaisselle, appareils de cuisson, caravanes, cycles et motocycles, etc.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

c'est-à-dire au même niveau qu'avant la crise (14,3 % en moyenne entre 2000 et 2007) et un demi-point inférieur à son niveau post-crise (14,8 % en moyenne entre 2008 et 2018). Les dépenses en hôtels-café-restaurants, en transports et en logement sont les principaux moteurs de la croissance en volume de la consommation en 2018. À l'inverse, les boissons alcoolisées et le tabac, ainsi que l'alimentation et l'habillement se replient nettement. Les autres produits contribuent plus modérément aux évolutions de la consommation.

### L'hébergement et la restauration restent très dynamiques

La fréquentation touristique atteint un nouveau record en Île-de-France avec environ 50 millions de touristes en 2018, malgré un contexte social peu propice (grèves dans les transports, mouvement des gilets jaunes). La dépense en hôtels-café-restaurants reste très dynamique en volume (+ 4,3 %, après + 5,3 % en 2017 et + 2,0 % en 2016 ; *figure 4*) malgré des prix en hausse (+ 2,3 %, après + 1,6 % en 2017). Elle est principalement le fait de la restauration mobile (restaurants et services). En revanche, divers facteurs ont affecté la restauration à table cette année : grèves, mouvements sociaux, désaffectation des restaurants lors de la Coupe du monde de football au profit de la restauration rapide. La Coupe du monde de football a également bénéficié aux débits de boissons (+ 9,1 % en volume en 2018).

### Les transports décélèrent, tout en restant un moteur de croissance de la consommation

La dépense en transports reste assez dynamique en volume (+ 1,6 %, après + 3,6 % en 2017) malgré la hausse des prix (+ 4,0 %, après + 2,7 % en 2017). Cette croissance est principalement portée par la dépense des ménages en équipement automobile (+ 4,7 %) et par les achats de véhicules en *leasing*, même si ceux-ci ralentissent tendanciellement (+ 8,7 % en volume). En raison du passage à la norme antipollution WLTP à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2018, les achats de véhicules neufs « 0 km » (immatriculations anticipées) vendus avec une décote ont fortement augmenté durant l'été 2018 (*encadré 1*), limitant la vente de voitures neuves hors *leasing* (- 4,8 % en volume).

La dépense en carburants et lubrifiants reste stable en volume, mais les prix accélèrent (+ 13,0 %, après + 8,9 % en 2017 et - 4,4 % en 2016). La consommation de gasoil continue à reculer (- 2,9 % en volume, comme en 2017) ; le prix s'accroît de 16,5 %, après + 11,7 % en 2017. Portée par l'incitation à l'achat de voitures à essence au détriment des véhicules diesel, la dépense des ménages en super sans plomb progresse de 4,7 % en volume malgré un prix en hausse de 9,1 %. Le gasoil reste néanmoins le principal carburant consommé, représentant plus des trois quarts des livraisons de carburants. Les services de transports freinent en volume (+ 1,6 %, après + 3,9 % en 2017) malgré le ralentissement des prix (+ 1,0 %,

après + 2,3 %), sous l'effet notamment des trois mois de grèves SNCF au printemps : la dépense en transport ferroviaire se replie nettement (- 6,0 % en volume, après + 5,8 % en 2017), mais, à l'inverse, celle en transports en cars augmente très fortement (+ 26,0 %). Enfin, le transport aérien décélère, mais reste dynamique (+ 5,0 % en volume, après + 5,8 % en 2017), porté par une fréquentation touristique soutenue.

### Les dépenses liées au logement accélèrent

Les dépenses pré-engagées sont celles réalisées par les ménages dans le cadre de contrats difficilement renégociables à court terme. En 2018, elles représentent 29,2 % de leur revenu disponible brut, une part en baisse de 0,1 point en un an. L'essentiel des dépenses pré-engagées des ménages (77,7 % en 2018) correspond à leur dépense pour se loger et pour chauffer et éclairer leur logement.

Les dépenses de logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles augmentent de 1,4 % en volume, après + 0,7 % en 2017 et + 1,4 % en 2016, dans un contexte d'accélération des prix (+ 1,3 %, après + 0,9 % en 2017 et + 0,1 % en 2016). Cette croissance est portée par celle des loyers (+ 2,1 % en volume). La dépense des ménages en loyers réels accélère en volume (+ 4,6 %, après + 1,5 %), en raison de la baisse des aides personnalisées au logement (APL) ; en effet, celle-ci se traduit, en comptabilité nationale, par un transfert de dépenses des administrations publiques vers les ménages, la consommation effective des ménages en service de logement restant inchangée. Donc si les dépenses de logement accélèrent en raison de la baisse des APL, la consommation effective de logement progresse quant à elle à un rythme proche de 2017. Le prix des loyers réels se replie de 0,7 point en 2018 à la faveur de la baisse du prix des loyers dans le secteur HLM (- 1,5 %) ; le dispositif de réduction de loyer de solidarité (RLS) a été mis en place à l'été 2018 pour compenser la diminution des APL de ces mêmes locataires. La dépense des ménages en loyers imputés est elle aussi dynamique (+ 1,2 % en volume), son prix s'accroît de 0,6 %.

La dépense en chauffage et éclairage se replie en volume au même rythme qu'en 2017 (- 1,7 %). En effet, les températures ont été encore plus clémentes qu'en 2017 : l'année 2018 a été la plus chaude depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. Dans le même temps, les prix accélèrent : + 6,5 %, après + 3,5 % en 2017. La consommation de fioul domestique recule nettement en volume (- 6,0 %, après - 0,5 % en 2017) en raison des températures très clémentes de décembre qui n'ont pas incité les consommateurs à remplir leurs cuves de fioul et aussi des événements sociaux de la fin d'année. Le prix du fioul augmente fortement, comme en 2017 (+ 20,6 %, après + 19,4 % en 2017 et - 10,2 % en 2016). La

dépense des ménages en électricité se replie en volume (-1,0 %, après -0,3 % en 2017), avec un prix en hausse de 1,3 %. De même, la dépense des ménages en gaz diminue de 2,0 % en volume, après -6,8 % en 2017 ; le prix du gaz accélère nettement : +13,4 % en 2018, après +4,6 % en 2017.

### Les dépenses de culture et de loisirs continuent de croître

La dépense en loisirs et culture reste assez dynamique en volume (+1,5 %, après +1,6 % en 2017 et +1,6 % en 2016) dans un contexte de hausse des prix toujours modérée (+0,5 %, après +0,3 % en 2017). Cette dynamique est principalement portée par les services culturels et récréatifs (+2,6 % en volume, après +3,5 % en 2017), alors que la consommation de presse, livres et papeterie continue de se replier (-4,0 % en volume, après -3,7 % en 2017 et -3,5 % en 2016).

### La dépense en communication reste dynamique en volume

La dépense en communication reste dynamique en volume (+2,8 %, après +2,9 % en 2017), alors que les prix continuent de diminuer (-2,0 %, après -3,9 % en 2017). La dépense des ménages en télécommunications progresse de 1,8 % en volume, après +2,0 % en 2017, portée par la poursuite du maillage du passage à la fibre. À l'inverse, la dépense des ménages en distribution de bouquets de programmes de radio et de télévision se replie en volume (-1,0 %, après +0,5 % en 2017), notamment du fait de la chute des abonnements à certaines chaînes privées.

### La progression des dépenses des ménages liées à la santé est modérée

La croissance des dépenses de santé est principalement portée par le secteur non marchand (dépense de consommation individualisable des administrations publiques), qui ralentit, tout en restant dynamique (+1,9 % en volume, après +3,2 % en 2017 et +3,9 % en 2016) dans un contexte de prix quasi stables. Les dépenses en sécurité sociale obligatoire s'accroissent de 0,2 % en volume, après -1,2 % en 2017 ; le prix ralentit nettement (+0,3 % en 2018, après +2,1 % en 2017), il est déterminé à partir de l'indice de traitement brut des fonctionnaires, dont la progression est très faible en 2018 en l'absence de revalorisation du point d'indice. La dépense en santé marchande rebondit en volume (+1,1 %, après -1,3 % en 2017) dans un contexte de stabilité des prix comme en 2017.

### La consommation alimentaire et celle de boissons alcoolisées et de tabac se replient

Les consommations de tabac, d'alimentation et de boissons alcoolisées sont en net

repli en 2018. La dépense des ménages en tabac recule fortement en volume (-7,6 %), du fait de la hausse des prix (+14,2 % en 2018) ; en effet, le prix du paquet de tabac a augmenté d'environ 1 euro au 1<sup>er</sup> mars 2018, étape vers le paquet à 10 euros à l'horizon 2020.

Les Français consomment toujours moins de viandes (-2,4 % en volume, après -1,5 % en 2017 et -1,0 % en 2016) dans un contexte de hausse modérée des prix (+1,3 %, après +1,1 % en 2017 et +0,3 % en 2016). La dépense en fruits et légumes se replie davantage en volume qu'en 2017 (-2,5 %, après

## 4 Évolution de la consommation des ménages par fonction

	Poids dans la valeur de la consommation effective (en %)		Évolution en volume (en %)			Évolution en prix (en %)			Valeur 2018 (en milliards d'euros)
	2005	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	
<b>Consommation effective des ménages, dont :</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>1 628,8</b>
<b>Dépense de consommation des ménages</b>	<b>76,0</b>	<b>74,9</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8</b>	<b>1,5</b>	<b>1 219,8</b>
<b>Alimentation et boissons non alcoolisées</b>	<b>10,1</b>	<b>10,0</b>	<b>1,1</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>1,0</b>	<b>1,9</b>	<b>162,2</b>
Produits alimentaires, dont :	9,3	9,1	1,1	0,2	-0,9	0,9	1,0	2,0	148,0
<i>pain et céréales</i>	1,5	1,7	3,2	3,3	2,0	-0,1	0,3	1,1	27,5
<i>viandes</i>	2,6	2,2	-1,0	-1,5	-2,4	0,3	1,1	1,3	36,4
<i>poissons et crustacés</i>	0,6	0,5	-2,2	-3,8	-3,4	4,7	4,1	2,2	8,5
<i>lait, fromages et oeufs</i>	1,3	1,3	0,4	0,5	0,1	-1,1	0,3	2,0	20,9
<i>fruits et légumes</i>	1,9	2,0	3,4	-0,3	-2,5	3,4	1,6	4,3	33,0
Boissons non alcoolisées	0,8	0,9	1,3	2,7	1,4	-0,5	0,5	1,0	14,2
<b>Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants, dont :</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>-3,8</b>	<b>0,4</b>	<b>1,6</b>	<b>6,8</b>	<b>46,0</b>
<i>boissons alcoolisées</i>	1,3	1,3	0,8	0,0	-0,9	0,7	0,6	0,9	21,1
<i>tabac</i>	1,3	1,3	-1,0	-2,1	-7,6	0,1	2,7	14,2	21,6
<b>Articles d'habillement et chaussures</b>	<b>3,7</b>	<b>2,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>1,4</b>	<b>-2,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>44,9</b>
Articles d'habillement	3,0	2,2	-0,5	1,2	-2,7	0,4	0,2	0,0	35,7
Chaussures	0,7	0,6	-0,1	1,9	-2,4	-1,0	-0,3	1,0	9,1
<b>Logement, chauffage, éclairage, dont :</b>	<b>18,4</b>	<b>20,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>	<b>1,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>1,3</b>	<b>325,0</b>
<i>location de logement</i>	13,3	14,4	1,2	1,3	2,1	0,2	0,2	0,2	235,2
<i>chauffage, éclairage</i>	3,0	3,2	3,5	-1,7	-1,7	-1,3	3,5	6,5	52,8
<b>Équipement du logement, dont :</b>	<b>4,2</b>	<b>3,6</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,9</b>	<b>58,8</b>
<i>meubles, tapis</i>	1,2	1,1	4,5	2,1	-0,1	0,1	-0,3	0,1	17,7
<i>appareils ménagers</i>	0,7	0,6	3,4	7,1	2,2	-1,5	-2,0	-1,5	10,0
<b>Santé, dont :</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>-1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>49,2</b>
<i>médicaments</i>	1,2	1,2	2,8	0,4	3,2	-2,4	-1,3	-1,4	19,7
<i>médecine non hospitalière</i>	1,4	1,4	2,4	-1,9	-0,2	0,3	1,2	1,0	22,8
<b>Transports, dont :</b>	<b>10,9</b>	<b>10,7</b>	<b>4,0</b>	<b>3,6</b>	<b>1,6</b>	<b>-1,2</b>	<b>2,7</b>	<b>4,0</b>	<b>173,8</b>
<i>achats de véhicules</i>	3,2	2,7	7,9	4,5	0,8	-0,1	0,8	1,2	43,8
<i>carburants, lubrifiants</i>	2,7	2,5	1,9	-0,3	0,0	-4,4	8,9	13,0	41,3
<i>services de transports</i>	1,6	1,8	1,7	3,9	1,6	-1,6	2,3	1,0	30,0
<b>Communication, dont :</b>	<b>2,6</b>	<b>1,8</b>	<b>0,0</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	<b>-1,0</b>	<b>-3,9</b>	<b>-2,0</b>	<b>29,4</b>
<i>services de télécommunications</i>	2,2	1,4	-1,9	2,0	1,8	0,8	-3,3	-1,3	23,1
<b>Loisirs et culture, dont :</b>	<b>7,1</b>	<b>6,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>97,8</b>
<i>appareils électroniques et informatiques</i>	1,6	0,8	3,8	-3,9	1,8	-2,7	-2,8	-2,7	13,3
<i>services culturels et récréatifs</i>	2,0	2,1	2,5	3,5	2,6	0,4	1,2	1,2	33,7
<i>presse, livres et papeterie</i>	1,3	0,9	-3,5	-3,7	-4,0	1,9	1,6	2,0	14,1
<b>Éducation</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>1,0</b>	<b>6,9</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,9</b>	<b>1,3</b>	<b>5,9</b>
<b>Hôtels, cafés et restaurants</b>	<b>5,1</b>	<b>5,7</b>	<b>2,0</b>	<b>5,3</b>	<b>4,3</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>2,3</b>	<b>93,5</b>
<b>Autres biens et services, dont :</b>	<b>9,2</b>	<b>9,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,6</b>	<b>0,5</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>150,4</b>
<i>soins personnels</i>	2,0	1,9	2,0	0,3	-0,6	0,1	0,3	0,4	30,9
<i>action sociale</i>	1,4	1,5	-0,6	-0,5	0,0	2,2	1,2	0,2	24,8
<i>assurances</i>	2,9	3,2	-0,9	3,7	-0,2	2,5	-0,2	-0,6	52,0
<i>Sifim<sup>1</sup></i>	0,8	0,4	-1,8	4,0	3,4	-2,1	-5,1	-9,5	5,9
<b>Correction territoriale</b>	<b>-1,2</b>	<b>-1,1</b>	<b>-23,1</b>	<b>30,9</b>	<b>-1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1,1</b>	<b>2,1</b>	<b>-17,1</b>
<b>Dépense de consommation des ISBLSM<sup>2</sup></b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>48,7</b>
<b>Dépense de consommation des APU<sup>3</sup>, dont :</b>	<b>21,4</b>	<b>22,1</b>	<b>1,9</b>	<b>1,6</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>	<b>360,3</b>
<i>santé</i>	9,6	10,2	3,9	3,2	1,9	-1,1	-0,6	-0,1	165,5
<i>éducation</i>	6,4	6,2	0,9	0,2	0,6	-0,1	2,7	1,2	101,5
<i>action sociale</i>	3,3	3,4	-1,2	0,1	-0,1	0,7	1,4	1,4	55,8
<i>logement</i>	1,0	0,9	1,1	0,9	-6,8	0,2	0,2	-0,7	14,7

1. Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

2. Dépense de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages.

3. Dépense de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

- 0,3 %), tandis que les prix accélèrent (+ 4,3 %, après + 1,6 % en 2017) en raison notamment du climat sec en France métropolitaine. La dépense en légumes frais diminue en volume (- 5,3 %), concomitamment à une forte hausse des prix (+ 7,1 %). Celle en fruits des climats tempérés décroît elle aussi (- 5,4 % en volume). Les achats de pommes de terre reculent (- 5,6 % en volume), suivant ainsi la tendance à la baisse de ces dernières années ; les prix s'accroissent (+ 3,9 %).

La dépense des ménages en vins d'appellation d'origine contrôlée et de qualité supérieure se replie fortement elle aussi (- 9,5 % en volume), les jeunes se tournant davantage vers la bière. En corollaire, les dépenses de consommation en bières et en glaces sont très dynamiques, portées notamment par une météo favorable et la Coupe du monde de football.

### Les dépenses en habillement et chaussures se replient

La dépense en articles d'habillement et en chaussures baisse nettement en volume (- 2,6 %, après + 1,4 % en 2017), dans un contexte de prix quasi stables (+ 0,2 %, après + 0,1 % en 2017). Ce recul est le fait tant des dépenses en habillement (- 2,7 %) que des dépenses en chaussures (- 2,4 %).

### Les achats des non-résidents se stabilisent, après un rebond en 2017

La correction territoriale s'établit à - 17,1 milliards d'euros en niveau, en repli de 1,5 % en volume, après + 30,9 % en 2017 et - 23,1 % en 2016. En effet, après un recul marqué en 2016 dû aux attentats de novembre 2015 et de juillet 2016, les dépenses en France des non-résidents s'étaient redressées très fortement en 2017 avec le retour des touristes étrangers. ■

## Définitions

Dans l'ensemble du texte, les évolutions sont en **volume**, aux prix de l'année précédente, sauf mention contraire.

La **dépense de consommation des ménages** se limite aux dépenses que les

#### Encadré 1

### La structure des achats d'automobiles a changé en 2018

Pour s'adapter rapidement aux nouvelles normes, les constructeurs ont immatriculé de nombreux véhicules neufs, pour les revendre ensuite sous un statut d'« occasion 0 km ». La norme antipollution WLTP en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018 a ainsi engendré une importante hausse des immatriculations durant l'été 2018. Ces véhicules vendus comme « occasion 0 km » ont été immatriculés pour une partie en tant que véhicules neufs. Or, une décote ayant été appliquée, ces véhicules présentent davantage les caractéristiques des véhicules de démonstration.

Jusqu'alors, les immatriculations étaient considérées comme des ventes immédiates, ce qui n'est pas adapté à la pratique des immatriculations anticipées. Les méthodes ont donc été ajustées : les automobiles identifiées comme des immatriculations anticipées sont considérées comme des véhicules de démonstration. Une décote de l'ordre de 14 % par rapport aux véhicules neufs équivalents leur est donc appliquée, pour obtenir un prix intermédiaire entre les valorisations du neuf et de l'occasion classique.

#### Encadré 2

### Origines des écarts entre le déflateur de la dépense de consommation et l'indice des prix à la consommation

Le calcul du déflateur de la dépense de consommation s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. Notamment, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), les loyers imputés et l'assurance-vie sont intégrés dans le champ de la consommation de la comptabilité nationale. Par ailleurs, les définitions de la dépense de consommation retenues respectivement par l'IPC et la comptabilité nationale diffèrent dans certains cas. Enfin, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation, alors que l'IPC s'appuie dans sa construction sur leur poids de l'année passée.

En 2018, l'IPC progresse, en moyenne annuelle de 1,8 %, contre 1,5 % pour le déflateur de la dépense de consommation. Cet écart est porté en premier lieu par les loyers imputés, qui contribuent pour - 0,2 point à cet écart. L'assurance-vie y contribue aussi, comme les prix du Sifim.

ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé et d'éducation restant à leur charge.

La **consommation effective des ménages** est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Les **consommations individualisables** bénéficient directement aux ménages tout en étant prises en charge par la collectivité, en particulier certaines dépenses pour l'éducation, la santé, l'action sociale et le logement. Les **dépenses pré-engagées** sont supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Ces dépenses comprennent notamment les dépenses liées au logement, y compris les loyers imputés et les dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les

habitations ; les services de télécommunications ; les assurances (hors assurance-vie) ; les services financiers.

Le **revenu arbitral** retire du revenu disponible brut les dépenses pré-engagées. Le **revenu disponible brut ajusté** ajoute au revenu disponible brut les dépenses individualisables des APU et des ISBLSM. Les **dépenses de consommation des ménages en logement** incluent les loyers versés par les locataires (aides au logement déduites), mais également les **loyers imputés**, que les propriétaires auraient payés s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

## Pour en savoir plus

- Aeberhardt L., Laurent T., Montornès J., « Les comptes de la Nation en 2018 », *Insee Première* n° 1754, mai 2019.

Direction Générale :  
88 avenue Verdier  
92541 Montrouge Cedex  
Directeur de la publication :  
Jean-Luc Tavernier  
Rédacteur en chef :  
A. Goin  
Rédacteurs :  
J.-B. Champion, C. Collin, P. Glénat  
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu  
Maquette : RPV  
Impression : Jouve  
Code Sage : IP191757  
ISSN 0997 - 3192 (papier)  
ISSN 0997 - 6252 (web)  
© Insee 2019

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) : <https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

